

Ampliations :

- Service des affaires générales DBA.....2	- Subdivision administrative Sud1
- Publication DBA.....1	- Service des Finances et du Budget1
- Service Etat Civil DBA.....1	- Monsieur1
- Service du Cadre de vie DBA.....1	

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Portant concession en columbarium dans le cimetière de Dumbéa

-==°O°==

Le maire de la Ville de DUMBEA,

-==°O°==

VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999, relative à la Nouvelle-Calédonie,**VU** la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999, relative à la Nouvelle-Calédonie,**VU** les articles L.122-20 du code des communes applicable en Nouvelle-Calédonie,**VU** la délibération n°2025/241 en date du 18 décembre 2025, fixant les tarifs des redevances et divers droits municipaux pour l'année 2026,**VU** la demande présentée en date du 10 juin 2026 par Monsieur [REDACTED] demeurant au [REDACTED] à Paita (Nouvelle-Calédonie) tendant à obtenir une concession en columbarium dans le cimetière de Dumbéa à l'effet d'y fonder la sépulture particulière des cendres de son défunt père Monsieur [REDACTED] né le 13 octobre 1937 à Guebwiller (Haut-Rhin), domicilié au [REDACTED] à Dumbéa (Nouvelle-Calédonie) et décédé le 2 juin 2026 à Dumbéa (Nouvelle-Calédonie),**VU** l'acte de décès n°237 en date du 3 juin 2026 de Monsieur [REDACTED]**VU** le règlement effectué le 24 juillet 2026 (quittance n°260010985) par Monsieur [REDACTED]**ARRETE :****ARTICLE 1^{er}** : Il est accordé à compter du **24 juillet 2026**, au nom du demandeur susvisé, **une concession de 30 ans renouvelable**, à l'effet d'y fonder la sépulture particulière indiquée dans le cimetière de Dumbéa **carré A2, Columbarium 1, case n° 3 de 0,41 m x 0, 49.50 m = 0,20 m² superficiels**.**ARTICLE 2** : Cette concession est accordée à titre de :

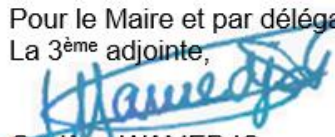
- Concession nouvelle (du 24 juillet 2026 au 23 juillet 2056).

ARTICLE 3 : La somme versée au titre de ladite concession est de :

- **QUATRE VINGT DIX MILLE FRANCS CFP (90.000 FRF).**

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-2 du Code de Justice Administrative, vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de la publication de toute décision administrative pour former un recours gracieux ou un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie.Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera enregistré, notifié à l'intéressé et communiqué partout où besoin sera.

Dumbéa, le 24 juillet 2026

Pour le Maire et par délégation,
La 3^{ème} adjointe,
Guyène WAMEDJO